



CLASSIQUES
GARNIER

LAVIALLE (Christophe), « Introduction. Les économistes et la première guerre mondiale : genèse et itinéraire d'un projet », *Revue d'histoire de la pensée économique*, n° 10, 2020 – 2, p. 21-34

DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-11064-4.p.0021](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-11064-4.p.0021)

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2020. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

INTRODUCTION

Les économistes et la première guerre mondiale : genèse et itinéraire d'un projet

Christophe LAVIALLE
Inspecteur Général de l'Éducation,
du Sport et de la Recherche
Doyen du groupe des sciences
économiques sociales

Le présent numéro de la *Revue d'histoire de la pensée économique* est l'aboutissement d'un projet et le résultat d'une trajectoire.

En 2015 notre collègue Alain Clément, professeur à l'université de Tours et chercheur au laboratoire Triangle a rejoint le Laboratoire d'Économie d'Orléans, lequel a vocation, dans les recompositions alors en cours, à devenir le laboratoire de recherche en économie des deux universités du PRES (devenu COMUE) Centre-Val de Loire. Ce fut à cette occasion que se rencontrèrent les projets qu'Alain et moi portions à ce moment.

À mon agenda est inscrite la volonté de faire vivre l'histoire de la pensée économique au sein du Laboratoire d'Économie d'Orléans (côté recherches) et au sein de l'Institut d'Économie d'Orléans (côté enseignement et formation). Une des matérialisations de cette volonté est la création du séminaire de recherches PHILEO (séminaire « Philosophie économique et histoire de la pensée » du LEO). Quand Alain, est arrivé à Orléans, c'était avec un projet dont voici la genèse. Il fut membre fondateur du comité éditorial de la *Revue d'histoire de la pensée économique*. Marc Pénin, rencontré à l'occasion d'un entretien sur l'histoire de la *Revue*, avait proposé au Comité éditorial de consacrer un numéro à l'occasion de la célébration du centenaire du premier conflit mondial. Le thème retenu était « Les économistes et la première guerre mondiale ».

Le Comité éditorial a confié à Alain la délicate tâche de la mise en place effective du projet. Il le fit dans le cadre du séminaire.

Les premiers rendez-vous du séminaire PHILEO portèrent sur les présentations concevables sur le thème. Évidemment, lorsque l'on évoque les économistes ayant analysé ou bien qui intervinrent en économie lors du premier conflit mondial, on pense immédiatement à John Maynard Keynes, à son rôle au Trésor britannique, aux *Conséquences économiques de la paix*, à la manière dont cette guerre a achevé de le transformer intellectuellement. L'attitude de Keynes face à la première guerre mondiale relève en effet à la fois :

- d'une dimension évidemment biographique : Keynes est associé en qualité de haut fonctionnaire à l'effort de guerre et notamment à l'organisation des finances de guerre et aux débats qu'elle suscitait ;
- d'une dimension diachronique : la première guerre mondiale est pour Keynes une étape décisive dans ce « long effort d'évasion » qui le conduit à progressivement s'émanciper, de la guerre des Boers aux années trente, de la vision dominante, que ce soit en matière de théorie économique, ou de conception morale du monde ;
- d'une dimension synchronique, finalement, tant la question de la guerre (en l'occurrence de la première guerre mondiale) est, chez Keynes, étroitement reliée à ses convictions économiques, et tant son analyse du conflit s'inscrit dans une vision politique et philosophique d'ensemble (celle du pragmatisme philosophique) et une vision aristocratique et légèrement nostalgique de l'équilibre européen et mondial.

Alain me proposa de préparer une première intervention du séminaire portant sur « Keynes et la Grande Guerre ». La tâche était ardue pour deux raisons. D'abord, beaucoup avait déjà été écrit et dit, sur Keynes en général, sur sa vision de la guerre spécifiquement. Ensuite la période me voyait quitter l'Université pour rejoindre les rangs de l'Inspection générale de l'Éducation Nationale. Le temps me manquait alors pour produire un travail de fond. Mais cette première contribution, si elle n'apparaît finalement pas dans le présent numéro, aura servi, tout au long du chemin, de point d'appui au projet. C'était aussi l'occasion, nous le verrons, de faire dialoguer Gide et Keynes, qu'on ne penserait peut-être pas spontanément à rapprocher, mais qui ont sur, cette question de la guerre, des préoccupations et des interrogations qui se font écho.

À l'issue de cette première ébauche, de ce premier dialogue, Alain parti, je décidai évidemment, en sa mémoire, de poursuivre le projet et de le mener à son terme.

Il s'agissait d'abord de l'élargir. Et prioritairement en croisant les regards d'économistes d'horizons divers, ne jouissant pas nécessairement d'une grande notoriété à leur époque, ou ne l'ayant pas acquise depuis, mais peut-être caractéristiques d'une vision nationale particulière dans, et de la Grande Guerre. L'idée était de comprendre dans quelle mesure les préoccupations des différents économistes témoins du conflit étaient ou non ancrées dans des déterminants nationaux, marqués ou non par un quelconque sentiment national ou patriotique, ou bien au contraire, partageaient des interrogations communes et des points de vue proches.

Sous un autre angle, l'idée était de voir si la Grande Guerre avait été, sur l'itinéraire intellectuel des économistes potentiellement étudiés, un révélateur, un choc ayant transformé leur conception du monde, des mécanismes et des impératifs économiques ; ou bien au contraire, une confirmation de leurs systèmes théoriques préalables, de leurs convictions déjà solidement établies.

Ainsi fut imaginée, après le décès d'Alain, l'organisation d'une double journée d'études en sa mémoire et portant sur le thème qu'il avait choisi. Elles furent finalement, à l'issue du processus d'appel à communications et de sélection des contributions, organisées dans les locaux de l'École Militaire à Paris les 22 et 23 novembre 2018 par le Laboratoire d'Économie d'Orléans, en collaboration avec l'Association Charles Gide pour l'Étude de la Pensée Économique, et avec l'appui de l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM).

C'est l'occasion pour moi de remercier ici Jean-Vincent Holleindre, professeur de Science politique à l'université Paris 2 Panthéon-Assas et directeur scientifique de l'IRSEM pour son accueil et pour avoir contribué à rendre possible l'organisation des « Journées d'études Alain Clément » ; Edouard Jolly, docteur en philosophie, chercheur à l'IRSEM, chargé de cours à l'Institut d'études politiques de Lille et à l'université de Lille qui donna la conférence inaugurale sur le thème « Aux origines de la *Pax Americana* – La première guerre mondiale comme transformation de l'économie globale » ; enfin Antoine Piétri, à l'époque doctorant à l'IRSEM et Maxime Menuet, à l'époque chercheur à l'IRD, pour leur contribution à l'organisation des journées.

Le présent numéro de la *Revue d'histoire de la pensée économique* se veut l'écho de ces deux journées d'études. Il n'en a pas retenu toutes les contributions. Il a été construit, sous l'attention vigilante de Ramón Tortajada et Marlyse Pouchol, selon les standards académiques : chaque article a été soumis à deux rapporteurs anonymes pour en attester de la valeur académique. Certains n'ont pas passé le test, dont celui sur Keynes, je l'ai évoqué. D'autres, nécessitant parfois une réécriture substantielle, seront proposés à de prochains numéros. Le résultat de tout ce processus n'est évidemment, sur le sujet qui nous occupe, ni complet ni exhaustif. Il ne donne pas une vision *réaliste* de ce qu'a pu être la pensée économique des contemporains sur la Grande Guerre.

Mais les huit articles qui ont été finalement sélectionnés – et qui s'ajoutent à l'hommage liminaire que Christine Clément-Lagoutte a légitimement voulu rendre à son époux Alain Clément – nous livrent déjà des enseignements, et comme une *impression*.

Il y manque un auteur majeur, donc, John Maynard Keynes. Mais au final, cela n'est pas plus mal. Son ombre porte, mais elle n'occulte pas. C'est l'occasion, précisément, en accord avec le projet, d'aller voir ailleurs, d'autres pays, d'autres auteurs, d'autres débats.

I. GIDE ET GIDE

Marc Pénin présenta pour ce numéro un inédit et une contribution. L'inédit est de Charles Gide.

Gide fut un témoin privilégié de la guerre s'il en est, ne serait-ce que par le rôle qu'il a tenu dans la *Revue d'économie politique*. Marc Pénin, éditeur des *Œuvres* de Charles Gide, au cours de ses recherches découvre le Journal que Charles Gide avait tenu pendant cette *Semaine inoubliable* qui vit la France entrer en guerre. Sa publication dans ce numéro ne pouvait être que la bienvenue.

La contribution de Marc Pénin présente « l'économiste pacifiste dans la Grande Guerre » que fut Charles Gide. Il revient sur les éléments biographiques (la guerre fut pour Gide, qui y perdit un fils et vit l'autre durablement traumatisé, une véritable tragédie familiale et personnelle)

et sur les combats intellectuels de Gide qui alors qu'il « avait (...) bien des raisons de se retirer sur son Aventin et de ne pas s'impliquer dans cette guerre qui n'était en aucune façon la sienne (...) s'y impliqua profondément et inaugura par-là, à 67 ans, une nouvelle phase de sa vie, peut-être la plus remarquable ».

Gide, comme Keynes, développait un pacifisme original :

Il est pacifiste comme la quasi-totalité des économistes de l'époque car ceux-ci tendent – par déformation professionnelle pourrait-on dire – au pacifisme : ils s'intéressent à la création de richesse et voient d'un mauvais œil la prédation et les dépenses improductives. Et l'attention portée à l'extension des marchés et au commerce international par les économistes du XIX^e siècle, fait adopter à ceux de sensibilité libérale la thèse du « doux commerce » parfaitement formulée dès le XVIII^e siècle par Montesquieu quand il écrivait : « L'effet naturel du commerce tend à la paix ». Mais ce pacifisme économiste est souvent un pacifisme mou, c'est essentiellement la conviction paresseuse que les affaires continueront comme avant, vaguement justifié par des affirmations, dont la guerre de 1914 va prouver la fausseté, selon lesquelles les guerres modernes sont si coûteuses qu'aucun État n'a avantage à s'y lancer et que de toute façon, elles ne sauraient durer plus de quelques mois. Ce type de pacifisme se révéla fragile ; dès que le clairon sonna, la plupart des économistes l'oublièrent pour apporter leur pierre à la propagande belliciste et, quelques-uns pour contribuer à la mise en œuvre de l'économie de guerre, oubliant au passage leurs belles théories sur l'inefficacité et le caractère nocif de l'intervention de l'État (...) [Le] pacifisme [de Gide, lui] présente (...) des traits particuliers.

D'abord, ce n'était pas un pacifiste intégral ; il n'était nullement un mystique du pacifisme (...) Et, selon une formule qu'il répéta souvent : « la Justice d'abord, la Paix après » (...) Il n'adhérait pas (non plus) à la thèse libérale du « doux commerce » [ou à l'idée] que l'enchevêtrement des intérêts économiques et surtout financiers était maintenant tel qu'il rendait la guerre pratiquement impossible. (...) [Son] pacifisme n'était pas non plus internationaliste, sur le modèle que développaient les socialistes révolutionnaires. Il était tout à fait opposé à une perspective quelconque de dissolution des patries (...) Pacifiste oui, mais patriote aussi (Pénin, *ce volume*).

Cette conception particulière du pacifisme le rendit très sensible à la montée vers la guerre à laquelle il tenta de s'opposer, notamment en tentant de mobiliser le réseau international du protestantisme social. Finalement « surpris et favorablement impressionné dans un premier temps par le ralliement de tous à l'Union sacrée et le bon déroulement de la mobilisation, il ne tarda pas toutefois à faire entendre sa différence en critiquant l'hystérie patriotique et anti-allemande qui se donnait

libre cours et en appelant les intellectuels à défendre la raison et l'esprit critique contre celle-ci » (*ibid.*).

Gide alors se consacra à l'analyse intellectuelle de la guerre dans ses différentes dimensions. Il s'intéressa aux causes de la guerre (il n'adhérait pas à l'idée que ces causes étaient purement économiques), à la question du financement des dépenses publiques (point sur lequel Gide se fit l'avocat résolu de l'introduction de l'impôt sur le revenu), à la question de la monnaie et des prix (où il développait des idées proches de celles que Keynes développa après la première guerre mondiale et qu'il synthétisa dans son ouvrage sur la réforme monétaire de 1923)¹ :

Les analogies entre Keynes (*pré-Théorie générale*) et Gide trouvent en grande partie leur origine dans une vision commune de la monnaie que le premier va évidemment essayer de théoriser mais dont les principaux éléments se trouvent clairement chez le second, et depuis beaucoup plus longtemps : l'idée qu'une monnaie de papier, basée sur la confiance, peut remplacer la monnaie métallique (...), qu'un tel système monétaire artificiel pourrait être géré rationnellement et être supérieur au système de l'étalon-or, que la théorie quantitative est fondamentale pour comprendre l'évolution du niveau général des prix et qu'elle offre aussi un instrument qui permettrait de guider une telle politique monétaire, que le rôle de l'or est inévitablement appelé à se réduire et que la dépréciation de la monnaie est une tendance historique lourde et finalement heureuse (*ibid.*).

Gide s'intéressait aussi à l'organisation de la production, et à la question de la mobilisation des ressources dans le cadre d'une économie de guerre et il essaya d'en tirer quelques conclusions quant à la possibilité d'une économie collectiviste en s'appuyant sur l'analyse de l'exemple allemand².

Par ailleurs, ardent promoteur de la coopération, il posait la question de la coopération dans la guerre, et de la préparation de l'après-guerre. Anticipant un formidable redressement industriel et un considérable bouleversement géopolitique (avec l'émergence des États-Unis comme la grande puissance de demain), il enjoignit la France à imaginer le redressement par le biais d'un compromis entre capital et travail qui asseyait le redressement de la productivité sur le partage de ses fruits et la mise en place d'une protection sociale élargie.

1 Ces idées, présentes chez Gide, chez Keynes, se retrouvent ailleurs, par exemple chez Tugan-Baranovsky (*cf.* la contribution de Nikolay Nenovsky dans ce volume).

2 *Cf.* plus loin les développements sur les débats dans les pays de langue allemande.

Finalement il traita de la question de la politique commerciale de l'après-guerre, de la question des réparations et du Traité de paix. Il montra l'exagération des réparations que l'on s'apprêtait à demander aux allemands (Keynes le nota dans ses *Conséquences économiques de la paix*), et, même s'il trouva le propre réquisitoire de Keynes trop sévère, il le rejoignit sur la dénonciation d'un Traité qui faisait tout pour ruiner l'Allemagne, préparant une réplique de la Grande Guerre.

II. EN ALLEMAGNE, LA POSSIBILITÉ DU SOCIALISME

De France et de Gide, allons ensuite en Allemagne, et plus globalement dans les pays de langue allemande, où le débat semble dominé par la question de l'organisation, de la mobilisation des ressources et de la possibilité du calcul socialiste. En Allemagne plus qu'ailleurs – Gide l'avait noté – l'économie de guerre s'était traduite par une socialisation croissante de l'économie, laquelle s'était révélée particulièrement efficace. Elle se présentait comme une expérience concrète de ce que l'activité économique pouvait être orientée à une fin précise, planifiée, sans répondre aux incitations du marché. La question était alors de savoir si une telle expérience pouvait se prolonger en économie de paix : « comment une économie non orientée par le calcul monétaire et les prix, mais par le pouvoir de commande, était-elle possible ? » (Mardellat, *ce volume*). Ainsi été posée, à l'occasion du déclenchement du premier conflit mondial, les termes du débat sur la « possibilité du calcul socialiste ».

Évidemment ce débat devrait intéresser au premier chef celles et ceux qui se revendiquent du socialisme et en espèrent l'avènement, peut-être à l'occasion des troubles révolutionnaires et des bascules politiques que le conflit pourrait faire advenir. Ce n'est pas vraiment le cas : la possibilité du calcul socialiste et de l'affranchissement d'avec le calcul marchand et la logique d'accumulation capitaliste sont pour les auteurs marxistes une chose acquise. Et comme le remarque Patrick Mardellat (*ibid.*)

Le marxisme n'est pas initialement concerné, alors qu'à l'époque il est davantage préoccupé par la stratégie révolutionnaire et l'organisation pratique du

socialisme. La littérature socialiste et marxiste était pour ainsi dire muette sur le chapitre de l'organisation concrète d'une économie socialiste.

Non, la question qui préoccupe des auteurs comme Rosa Luxemburg et Rudolf Hilferding auxquels Marlyse Pouchol choisit de s'intéresser, c'est l'avenir effectif de la perspective socialiste, et les conditions de son avènement. Pouchol rappelle combien les deux auteurs sont d'accord sur l'analyse des causes de la guerre :

L'impérialisme qu'ils appréhendent comme une nouvelle phase historique du capitalisme constitue indéniablement, pour chacun d'eux, le facteur d'une guerre qui ne ressemble pas à celles du passé en étant avant tout liée à une perversion des fonctions politiques des États créée par une logique d'expansion financière (Pouchol, *ce volume*).

Elle rappelle également combien ils se sont opposés tous les deux au vote des crédits de guerre et poursuivent tous les deux, au sein du Parti social-démocrate (SPD) d'Allemagne, le combat politique pour le dépassement du capitalisme et l'instauration du socialisme. Mais, en dépit de ces points communs, leur analyse diverge, notamment sur la possibilité du « socialisme dans un seul pays ». Luxemburg maintient une perspective résolument internationaliste. Elle est accablée par :

la vague de nationalisme qui s'empare de la classe ouvrière dès la déclaration de guerre. Mais elle est surtout atterrée par la démission des dirigeants des partis ouvriers de tous les pays belligérants qui se rendent à la logique du capitalisme en acceptant une guerre qui transforme ceux qui étaient jusqu'alors leurs alliés de classe au sein de l'Internationale en ennemis à exterminer (*ibid.*).

Cette guerre constitue pour elle « un véritable recul si ce n'est un enterrement de l'idée socialiste » (*ibid.*). Hilferding, lui, « qui a une autre vision de la politique et de l'État-nation envisage, pour sa part, que le socialisme puisse d'abord se réaliser dans un seul pays » (*ibid.*).

Revenons au débat sur la possibilité du calcul socialiste, qui n'est donc pas nécessairement l'apanage des auteurs qui se revendiquent explicitement du marxisme. L'étude des racines de la controverse, laquelle prendra son plein essor dans les années de l'entre-deux-guerres (on pense notamment aux développements de Mises, Hayek, Lange), est l'occasion de découvrir ou redécouvrir des débats occultés, et des auteurs oubliés.

Parmi les débats occultés, il y a celui, mis en exergue par Mardellat, entre Max Weber et Otto Neurath. L'article se propose de présenter les termes de cet échange. Il élargit le propos en montrant combien l'argumentaire de Weber dans cet échange « aurait pu constituer une voie de renouveau de l'école autrichienne » (Mardellat, *ce volume*), en s'appuyant notamment « sur une contribution à une économie non parétienne du bien-être ». Car le débat ne porte pas que sur la seule question de l'organisation planifiée de la production contre la « catallaxie » du marché (dimension privilégiée par Mises et Hayek lorsqu'ils s'engageront dans ce débat) : il pose aussi celle de la mesure de la richesse et des revenus, et celle de la finalité de l'activité économique :

L'opposition de leurs perspectives ne porte pas tant sur la possibilité du calcul économique en nature : la Grande Guerre a montré sa possibilité, Weber en est tout autant conscient que Neurath. C'est bien plutôt la rationalité, c'est-à-dire l'adaptation du type de calcul économique – en nature ou dans une unité de compte universelle – aux fins d'une économie ou d'un ordre économique qui est disputée (*ibid.*).

Parmi les auteurs oubliés, il y a Johann Plenge. Christian Eggers et Alain Laurent montrent combien, dans le contexte particulier de l'Allemagne du début du xx^e siècle, la préoccupation est aussi culturelle et civilisationnelle, et comment les intellectuels et universitaires allemands vont, à l'occasion du débat sur les modalités d'organisation de la vie économique que la guerre suscite, rechercher les termes d'une voie proprement nationale, d'une troisième voie entre un capitalisme assimilé à l'occident libéral anglo-saxon et le socialisme marxiste. Plenge fut l'un des contributeurs majeurs de ce débat visant à dessiner les contours d'un « socialisme allemand » pouvant faire perdurer « Les idées de 1914 » et l'unité de la grande communauté allemande autour d'un modèle qui lui serait propre.

On comprend, et les auteurs le rappellent, ainsi d'ailleurs par l'itinéraire biographique de Plenge, combien une telle quête s'avéra périlleuse, et combien du « socialisme national » au « national-socialisme » la frontière put s'avérer ténue. Hayek ne s'y trompa pas, qui, dans sa critique de la perspective socialiste, fit de Plenge, aujourd'hui inconnu, l'un des cinq auteurs qui contribuèrent aux « racines socialistes du nazisme » (Hayek, *La route de la servitude*, chapitre 12).

III. LA DIMENSION ANTHROPOLOGIQUE ET INSTITUTIONNELLE DE LA GUERRE, ET LES CONDITIONS DE LA PAIX DURABLE : THORSTEIN VEBLEN

De l'Allemagne, nous passons aux États-Unis, ou plutôt nous passons à un auteur, Thorstein Veblen. Car au cœur des affrontements méthodologiques et épistémologiques qui se déroulent dans les deux premières décennies du vingtième siècle dans les pays de langue allemande, se trouve l'École historique allemande, dont on sait que certaines des préoccupations trouveront un écho, outre-Atlantique, dans les travaux des institutionnalistes américains, dont ceux de Veblen.

Précisément, ce que montrent Olivier Brette et Alexandre Chirat, c'est combien, avec Veblen, nous sommes en présence d'un auteur qui analyse les différentes dimensions de la guerre au prisme de convictions analytiques déjà fortement établies : « cet événement s'inscrit dans le cadre de son analyse institutionnaliste-historique de la dynamique du capitalisme » (Eggers & Laurent, *ce volume*).

Pour Veblen la guerre doit en effet être pensée comme un phénomène institutionnel dont il convient d'analyser l'émergence et l'évolution dans le temps long de l'histoire des sociétés. Il s'intéresse donc d'abord aux origines du phénomène guerrier en général. Pour lui, ces origines sont à la fois anthropologiques (les instincts de rivalité) et institutionnelles (la guerre s'est institutionnalisée comme révélateur privilégié de cette rivalité anthropologique).

Puis sa vision s'applique à l'analyse des causes spécifiques du premier conflit mondial. La Grande Guerre se présente à ses yeux comme le produit d'un « Nouvel Ordre » technico-politico-économique qui émerge au tournant du xx^e siècle et qui se caractérise par le développement simultané du machinisme, du patriotisme et des sociétés par actions. Il n'y a donc pas une cause à la guerre, mais une « causalité cumulative ».

Veblen peut alors s'intéresser aux conditions nécessaires afin d'établir une paix durable. En cohérence avec son analyse des causes de la guerre, Veblen considère que seul un renversement de l'ordre politico-économique prévalant est susceptible d'endiguer de nouveaux conflits entre les grandes puissances et d'établir une paix durable. Il se fait à cette

occasion critique de l'analyse menée par Keynes dans *Les Conséquences économiques de la paix*.

IV. LES DÉBATS MONÉTAIRES EN RUSSIE ET LA CONTRIBUTION DE TUGAN-BARANOVSKY

Le sujet qui nous occupe aujourd'hui nous permet, on le voit, d'exhumer des débats oubliés, de rendre hommage à des auteurs aujourd'hui passés sous silence. Il permet aussi d'éclairer des pans négligés de l'œuvre d'un auteur connu. C'est le cas de Mikhail Tugan-Baranovsky. Il était connu au-delà des frontières de la Russie en raison de ses travaux sur le cycle économique. Il a également développé un modèle d'une économie socialiste basé sur une synthèse de la théorie de la valeur travail et de la théorie de l'utilité marginale. Mais ses publications en théorie et en politique monétaire sont relativement moins connues. La plupart ont été écrites précisément pendant la guerre et n'ont pas été traduites. C'est à ces écrits monétaires que Nikolay Nenovsky choisit de s'intéresser dans sa contribution.

Cet apport original de Tugan-Baranovsky a été marqué par le contexte spécifique de la Russie en guerre. L'économie de guerre a assigné en Russie tout comme ailleurs de nouveaux objectifs et de nouveaux moyens à la politique économique. Le but était la victoire et la survie de la nation, la tâche économique principale devenait le financement et l'organisation de la guerre. L'État et la planification sont devenus des institutions économiques de premier plan et le marché et les finances publiques saines sont devenus, au moins pour un moment, secondaires.

En Russie, le papier-monnaie était la principale source de financement des dépenses de guerre. De ce point de vue, la première guerre mondiale a marqué le point final d'un processus continu de fiduciairisation de la monnaie, du détachement de sa substance, le point final de l'établissement du « type russe de monnaie idéale » prôné par de nombreux économistes russes.

Avant la guerre, sur cette question de la monnaie idéale, trois écoles se dessinaient pourtant parmi les économistes russes.

Un premier groupe était celui des « métallistes », qui considéraient le papier-monnaie comme un écart par rapport à la norme, une pathologie de la monnaie. Ces auteurs ont consacré de nombreux ouvrages à la monnaie russe, dont la plupart s'inscrivaient dans la tradition monétaire métallique, selon laquelle le papier-monnaie n'était qu'un représentant de la monnaie métallique et n'avait aucune valeur propre. Tout écart par rapport à la norme, c'est-à-dire par rapport au papier-monnaie adossé au métal, était nuisible et temporaire. Ce consensus sur le retour à la monnaie métallique contrastait radicalement, nous indique Nenovsky, avec le contexte du règne quasi-permanent du papier-monnaie en Russie. Les années de guerre, jusqu'en 1917, n'ont pas impacté leurs conceptions : ces auteurs sont restés majoritairement attachés à l'idée d'un retour à la convertibilité.

Un second groupe, relevant d'une forme de vision « étatiste » de la monnaie, considérait le papier et la monnaie fiduciaire comme une institution spécifiquement russe, orthodoxe (au sens religieux du terme) et monarchique.

Un troisième groupe enfin, considérait au rebours des deux autres que le régime du papier-monnaie était une étape, non pas spécifiquement russe, mais universelle, et radicalement nouvelle, de l'évolution monétaire. C'est à ce groupe qu'appartenait Tugan-Baranovsky.

Tugan-Baranovsky avait toujours été critique en ce qui concerne l'étalon-or. Contrairement à d'autres économistes cependant, il fut le premier à développer une théorie globale d'un régime monétaire d'après-guerre. Son approche, montre Nenovsky, s'inscrivait en filiation du livre pionnier de Knut Wicksell, *Geldzins und Güterpreise*.

Sur le plan de la politique monétaire, Tugan-Baranovsky évoquait une « gestion planifiée de la valeur de l'argent », qui n'était pas sans rapport, là encore, avec les objectifs de Wicksell, et qu'on retrouvait chez Gide (*cf. supra*) ou, une fois encore, chez Keynes.

V. LES ÉCONOMISTES ITALIENS À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE

Avec les autres contributions, nous nous intéressons à des écoles ou des auteurs peut-être davantage marqués, dans les préoccupations qui

sont les leurs, par le contexte national, et les problématiques particulières qu'il pose. C'est le cas en Italie.

Luca Michelini et Marco Cini s'intéressent à l'impact que le conflit, dans le contexte spécifique de l'Italie, a pu avoir sur les convictions que les économistes italiens s'étaient préalablement forgés à la fin du XIX^e et depuis le début du XX^e siècle.

Au début du conflit, la plupart des économistes italiens pouvaient être considérés comme des économistes libéraux (des « orthodoxes smithiens », pour reprendre les termes des auteurs). Au fil des années, cependant, leur certitude s'est dissipée, laissant dans certains cas la place à des approches plus pragmatiques, notamment lorsqu'en Italie comme ailleurs la question de la planification, de l'organisation et du financement de l'effort de guerre sous l'égide de l'État s'est posée. En général, une fois l'effort de guerre terminé, la plupart des économistes se sont repliés sur leurs conceptions initiales.

Cette évolution pragmatique, suivi d'un retour aux convictions d'avant-guerre souffre néanmoins de quelques exceptions, et les auteurs, pour l'illustrer, se sont intéressés prioritairement à trois auteurs, les plus « remarquables » de ce point de vue.

Le premier, Achille Loria, était membre de l'école du matérialisme historique. Pour lui, la guerre a été l'occasion de réaffirmer une interprétation du capitalisme en tant que système économique basé sur la lutte en vue du partage d'une richesse limitée, lutte à la fois entre classes sociales et entre États-nations.

Le second, Maffeo Pantaleoni, était au contraire un partisan orthodoxe de l'approche marginaliste. L'objectif de Pantaleoni était de faire respecter les lois « pures » de l'économie même pendant la guerre, et le corollaire de cette position était son rejet clair de toute possibilité que les théories et pratiques « collectivistes » apparues ou révélées par le conflit, pussent avoir une validité quelconque. Après la guerre, le radicalisme de Pantaleoni le conduisit à rejeter d'emblée la prétendue neutralité de l'économie pure, à délégitimer toute perspective de changement social et réformiste et, finalement, à soutenir ouvertement la réponse nationaliste-fasciste.

Le troisième, enfin, Attilio Cabiati, bien que membre de l'école libérale, développa une analyse approfondie des changements que la guerre avait introduits dans le monde. Il n'était donc pas revenu, comme si

de rien n'était, à ses conceptions préalables. Ce faisant, Cabiati développa certaines nouvelles idées pragmatiques, et finit par approuver ce qu'il considérait comme l'inévitabilité de l'intervention de l'État dans l'économie, faisant ainsi fi du dogmatisme libéral qui avait caractérisé la communauté des économistes italiens.

VI. LES ÉCONOMISTES BULGARES DANS LA « LONGUE GUERRE »

Pour la Bulgarie, et plus généralement l'ensemble des pays balkaniques, la première guerre mondiale s'est intégrée dans la « longue guerre » qui l'englobe et la dépasse, car celle-ci couvre toute la période 1912-1919. Elle s'intègre dans le long processus de recomposition de l'espace balkanique, et d'émergence des Nations issues de la décomposition de l'Empire Ottoman. Le contexte est donc celui d'économies se modernisant, mais brisées dans leur élan par l'instabilité politique et les luttes d'influence.

Tsvetelina Marinova montre, dans sa contribution, combien ce contexte régional et national très spécifique a impacté logiquement la réflexion des économistes bulgares. Ceux-ci se sont interrogés sur les conditions du développement économique de leur pays (avec des thèses favorables à l'agrarianisme et à des formes de dirigisme) ; sur les conditions nécessaires préalables à une entrée en guerre ; sur la dépendance économique et financière à l'égard de l'Allemagne (l'État bulgare a rejoint la guerre pour réaliser son unification nationale, mais la fragilité de l'économie nationale et du système financier ainsi que les réalités géopolitiques après les guerres des Balkans ont été parmi les principales raisons pour lesquelles il a pris des engagements financiers et économiques durables avec l'Allemagne) ; sur la question des finances publiques et notamment des réparations de guerre (la Bulgarie a non seulement échoué à résoudre son problème national, mais a également subi d'énormes pertes financières et économiques qui ont eu un fort impact sur son économie d'après-guerre et ont prédéterminé sa place en Europe pour les décennies suivantes) ; sur l'impact économique, enfin, du déplacement des frontières.